

**Déclaration du Porte-Parole du Ministère des Affaires Etrangères du Japon :
Situation dans l'Est de la République Démocratique du Congo**

28/01/2025

1. Il est extrêmement regrettable que le « Mouvement du 23 mars » (M23) ait lancé des incursions dans l'Est de la République Démocratique du Congo, notamment dans les environs de Goma, dans la Province du Nord-Kivu, et de Minova, dans la Province du Sud-Kivu, entraînant de nombreuses pertes humaines parmi les civils, les déplacés, les réfugiés, les membres des forces de sécurité et le personnel de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation de la République Démocratique du Congo (MONUSCO), ainsi que du personnel de la Mission de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC) en République Démocratique du Congo (SAMIDRC). Le Japon présente ses plus sincères condoléances aux victimes et adresse ses vœux de rétablissement aux blessés. Le Japon est particulièrement préoccupé par la détérioration de la situation humanitaire sur le terrain, qui met en péril la vie des civils et des personnes déplacées. Le Japon appelle le M23 à cesser immédiatement ses attaques et à se retirer, en invitant toutes les parties concernées à respecter l'accord de cessez-le-feu, et la mission de la MONUSCO visant à protéger les civils, et à garantir un accès humanitaire aux populations dans le besoin.
2. En référence aux observations répétées du Groupe d'experts chargé d'assister le Comité des sanctions des Nations Unies concernant la République Démocratique du Congo, le Japon est préoccupé, par le soutien apporté par les Forces de défense du Rwanda au M23, son implication dans les incursions sur le territoire de la République Démocratique du Congo, ainsi que la coopération entre le Gouvernement de la République Démocratique du Congo et le groupe armé « Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR) ».
3. Le Japon considère que, pour parvenir à la paix durable dans l'Est de la République Démocratique du Congo, il est essentiel de garantir la souveraineté et l'intégrité territoriale de la RDC, sur la base de l'Etat de droit et de la dignité humaine, et qu'une solution diplomatique et politique impliquant la RDC, le Rwanda et les autres pays de la région est primordiale. Le Japon soutient les efforts régionaux de médiation, notamment les Processus de Luanda et de Nairobi, et appelle à la reprise immédiate des négociations en vue de la paix.